



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

EAI SES 2

SESSION 2018

AGRÉGATION CONCOURS INTERNE ET CAER

Section : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

COMPOSITION ÉLABORÉE À PARTIR D'UN DOSSIER

Durée : 6 heures

L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.

Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il (elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence.

De même, si cela vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement.

NB : *La copie que vous rendrez ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail qui vous est demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, vous devrez impérativement vous abstenir de signer ou de l'identifier.*

Tournez la page S.V.P.

Comment expliquer le comportement électoral ?

Ce dossier comporte 10 documents.

Il est demandé au candidat de construire, à partir de ce dossier, et pour une classe de terminale, le plan et le contenu d'une séance de travail de deux heures, intégrant obligatoirement des travaux à réaliser par les élèves. Le candidat doit indiquer les documents retenus parmi ceux que comporte le dossier et en justifier le choix, en présentant les modes d'exploitation en classe de ces documents, en dégagant les résultats à attendre de cette exploitation sous la forme d'une synthèse à enregistrer par les élèves, en prévoyant les procédures d'évaluation des acquisitions escomptées, en signalant, enfin, les ouvrages ou articles qui pourraient être conseillés, d'une part, au professeur, d'autre part, éventuellement, aux élèves, pour l'approfondissement du sujet étudié.

Extrait du programme de l'enseignement de spécialité de sciences sociales et politiques de la classe de terminale de la série économique et sociale

2. La participation politique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.1 Quelle est l'influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?	Culture politique, socialisation politique, comportements politiques.	On montrera que les attitudes politiques reflètent souvent des cultures politiques particulières mais aussi des modes de socialisation (primaire comme secondaire) spécifiques. La question de l'identification partisane et celle du clivage gauche/droite fourniront des illustrations simples de ces processus de formation des dispositions politiques. Acquis de première : socialisation primaire, socialisation secondaire.
2.2 Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?	Répertoires d'action politique.	Tout en insistant sur l'importance de l'acte électoral et de son rituel, on proposera une conception ouverte de la notion de répertoire d'action politique ne se résumant pas à la pratique régulière du vote. On présentera notamment les dimensions individuelles comme collectives de l'action de protestation politique. L'évolution des répertoires d'action politique sera appréciée tant dans le temps long des transformations de l'ordre politique démocratique que dans le temps court de la conjoncture politique.
2.3. Comment expliquer le comportement électoral ?	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.	On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe, etc.). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).

DOCUMENT 1

Le volet qualitatif de l'enquête permet donc un accès aux comportements politiques des populations les plus défavorisées (...). Nombre de ceux qui nous ont accordé un entretien ne votent pas. Si un sur cinq n'a pas la nationalité française, un sur trois, parmi ceux qui l'ont, n'est pas inscrit sur les listes électorales, soit un taux plus de quatre fois supérieur à la moyenne nationale (32 %, contre 7 % en 2012). En tenant compte des mal-inscrits (dans leur ancienne commune ou ancien quartier de résidence) et de ceux qui ont perdu le droit de vote suite à une condamnation, c'est 44 % de cette population au moins qui n'a pu prendre part à l'élection présidentielle de 2012. (...)

Yannick, qui a perdu sa mère d'alcoolisme à l'âge de 5 ans, a été placé de foyer en foyer et est lui-même tombé dans une forte dépendance aux drogues et à l'alcool dont il se guérit progressivement. La question de sa participation politique paraît presque incongrue à ce quasi-quadragénaire qui n'a jamais voté et se sent complètement étranger au monde dont parlent les candidats : « (...) pfff... Eh ouais, non mais voilà, pfff... non, ça m'dit rien d voter parce que je... je suis pas leurs trucs ! Ouais. J'comprends pas, moi, j'ai pas trop été à l'école, donc... voilà ! Donc c'est un peu dur. Donc disons que c'est trop compliqué parfois ce qu'ils racontent ou... C'est compliqué, hein. J'sais pas. J'comprends pas trop, des fois ! » (...).

Philippe vit seul depuis deux ans dans un combi Volkswagen qu'il a acquis après avoir été saisonnier dans des stations de sports d'hiver. Vivant aujourd'hui du RSA, il semble avoir baissé les bras : « J'ai plus envie de bosser... Je suis fatigué de tout ça... J'ai plus envie... ». Il perçoit lui aussi son mode de vie comme incompatible avec toute forme d'engagement politique, même *a minima* : « Moi, je suis apolitique parce que... qu'est-ce que tu veux que je vis, si je vis une vie comme ça ? C'est parce que j'ai envie d'être tout seul. Moi, je crois plus en rien... enfin, je vis ma vie. Bah, là, tu vois, je suis là, je suis bien. Enfin, je suis bien... ». Philippe précise alors : « [Les candidats,] ils pensent à leur gueule, ils pensent pas au... ouais, ils disent : ouais, on va faire ci, on va faire ça, on va ramener toutes les boîtes qui se sont exportées, on va les ramener, nanani... oh, le chômage, oh, y'aura plus de chômage, les impôts, on va les baisser, les autres, les riches, on va les faire raquer... Bon... Oh, faut arrêter les gars, oh ! Les utopies, et les machins... ça va ! [...] Non mais c'est sûr que si je suis seul, enfin... au niveau politique et tout ça, je crois plus à rien, ça fait bien longtemps. »

Karim, qui n'a pas les moyens de s'acheter un téléviseur, raisonne ainsi sur la campagne à partir d'extraits qu'il parvient à capter dans divers endroits, notamment dans les grands magasins, mais aussi et surtout à partir du bouche-à-oreille qui alimente les brefs échanges entre bénéficiaires de la maison d'accueil où il réside. Michel, qui vit depuis plusieurs années dans un camping-car, est, de la même façon, privé d'un accès continu à l'information : « Je peux pas regarder la télé en ce moment parce que, bon, y'a pas trop de soleil, j'ai des panneaux solaires mais ils sont pas assez puissants... Alors, bon, je peux pas trop m'informer, quoi ! » (...).

Leila (...) ne dissimule pas son envie de se rendre aux urnes. Mais, faute d'avoir bien compris ce qu'il convenait de faire, Leila ne pourra pas encore, cette année-là, faire entendre sa voix. « J'ai jamais eu de carte d'él... pour voter. Après, j'ai jamais vraiment cherché comment on fait... (...) Moi, je me rappelle, à 18 ans, je suis allée à la boîte aux lettres, j'ai regardé, j'avais pas de carte d'électeur, donc je dis : eh ben, tant pis, c'est que j'ai dû faire un truc, ou j'ai pas dû être... Donc voilà, quoi. Que peut-être... moi, je pensais que c'était au niveau des déclarations d'impôts, vu que ma mère était femme seule. Parce que ma mère était vraiment femme seule, donc je pensais du fait qu'elle était femme seule, alors au niveau des impôts... malgré que vous déclarez vos enfants, vous en payez pas, ben, vous avez pas le droit de voter. Moi, je pensais que ça se passait comme ça. Et y'a quelques jours, en fait, j'ai vu que... en fait, fallait passer à la mairie, il y a même des votes par procuration ».

Source : C. Braconnier, « La politique à distance », in *Les inaudibles, sociologie politique des précaires*, sous la direction de C. Braconnier et N. Mayer, 2015.

DOCUMENT 2

2A) L'inscription sur les listes électorales en 2012

en % d'électeurs potentiels

Pays de naissance	Diplôme				
	Ensemble	Aucun	Inférieur au Bac	Bac	Supérieur au Bac
Ensemble	93	85	93	94	96
France	94	88	94	95	97
Étranger	75	64	77	77	83
Dont :					
- immigrés*	67	60	68	69	76
- nés Français à l'étranger	85	74	86	89	90

* immigrés : nés étrangers à l'étranger.

Champ : Français nés avant le 21 avril 1994, résidant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Participation électorale 2012

2B) La participation aux élections présidentielles de 2012

en % des inscrits

	Ensemble	Sans diplôme	Inférieur au Bac	Bac	Supérieur au Bac
A voté aux deux tours	77	67	76	77	83
N'a voté qu'au 1 ^{er} tour	5	4	5	5	4
N'a voté qu'au 2 ^e tour	6	6	6	7	6
N'a voté à aucun des deux tours	13	23	13	11	7
Ensemble des inscrits	100	100	100	100	100

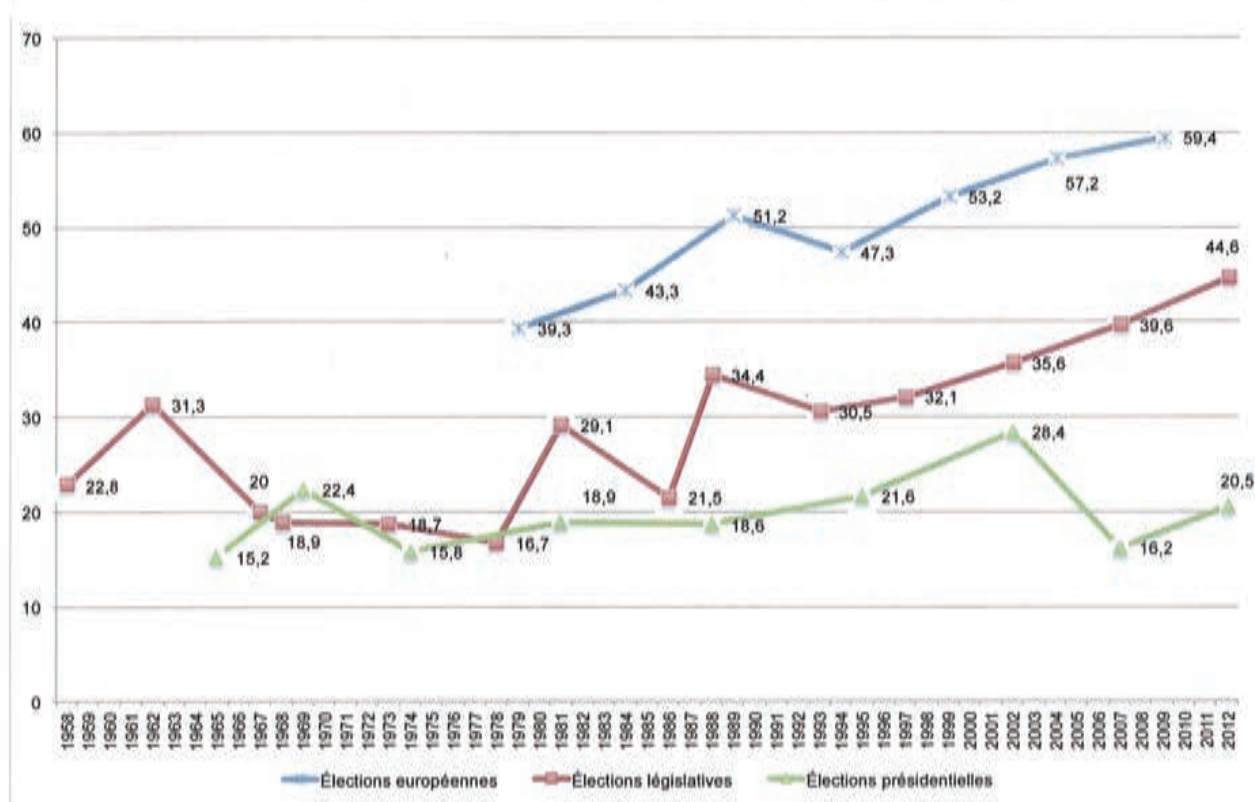
Champ : Français inscrits sur les listes électorales en France métropolitaine, résidant en France.

Source : Insee, enquête Participation électorale 2012.

Source 2A) et 2B) : X. Niel, L. Nicot, « L'inscription et la participation électorales en 2012 », *Insee première*, n°1411, septembre 2012.

DOCUMENT 3

Evolution des taux d'abstention au premier tour des élections présidentielles, législatives et européennes sous la Cinquième République (en %)



Source : Résultats officiels, ministère de l'Intérieur. D'après les données présentées dans A. Muxel « La mobilisation électorale en 2012 », *Revue Française de Science Politique*, 2013/2, vol. 63.

DOCUMENT 4

Les travaux pionniers de Michelat et Simon ont montré l'influence déterminante de la classe sociale et de la religion sur le vote. Dans les années soixante-dix, un clivage électoral majeur oppose le monde ouvrier, majoritairement déchristianisé, qui voit dans le parti communiste le défenseur naturel de la classe ouvrière, et vote en majorité pour la gauche, à celui des catholiques déclarés, principalement issu des classes moyennes rurales ou urbaines, acquis aux valeurs et aux partis de droite. Plus les individus ont d'attaches avec le milieu ouvrier, plus ils votent pour le PCF et pour la gauche. Plus ils pratiquent, plus ils sont à droite.

En 1995 comme en 1988, le degré d'intégration à la communauté catholique et à ses valeurs reste un élément décisif du choix électoral, au premier comme au second tour. La probabilité de voter pour un candidat de gauche diminue régulièrement avec la fréquence de la pratique religieuse, passant au premier tour de 81 % chez ceux qui se déclarent sans religion à 30 % chez les catholiques qui vont à la messe au moins une fois par mois et descendant jusqu'à 11 % chez ceux qui y vont plusieurs fois par semaine, soit des écarts analogues à ceux observés en 1988. En revanche, la spécificité du groupe ouvrier s'est progressivement estompée. Si le vote de gauche y reste majoritaire, l'écart avec les salariés non ouvriers a pratiquement disparu. Ce recul de la gauche est lié aux transformations du monde ouvrier, touché de plein fouet par les restructurations industrielles et le chômage. Il bénéficie aujourd'hui au Front national, qui au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 a fait chez eux son meilleur score. À la faveur des déceptions suscitées par l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est lui qui apparaît aujourd'hui à beaucoup comme le défenseur privilégié des petits contre les gros, du peuple contre les élites. Inversement les classes moyennes salariées se sont rapprochées de la gauche. Le Parti Socialiste, rénové en 1971, attire tout particulièrement ces catégories jeunes, citadines, instruites, détachées de la pratique religieuse, sensibles aux valeurs post-soixante-huitardes et rebutées tant par l'ouvriérisme du PCF que par le conservatisme des partis de droite.

Au terme de ces évolutions le principal clivage socioprofessionnel reste celui qui oppose les « indépendants », travaillant à leur compte, qui votent en majorité pour la droite, aux salariés, ouvriers ou non ouvriers, soumis aux ordres d'un patron, qui votent en majorité pour la gauche. Médecins ou épiciers, agriculteurs ou chefs d'entreprise, ils sont propriétaires de leurs moyens de travail, attachés à la libre entreprise et à l'initiative individuelle. Ils se sentent menacés par une gauche qui leur paraît plus attentive aux droits des salariés, et plus favorable à l'intervention régulatrice de l'État dans la vie économique et sociale. 29 points d'écart séparent le niveau du vote pour la gauche de ces deux catégories en 1995, écart moins prononcé qu'en 1988 ou en 1978 (respectivement 33 et 38 points) mais encore appréciable. Parmi les salariés un second clivage s'affirme, qui oppose le secteur privé au secteur public au sens large. Qu'ils soient cadres, ingénieurs ou techniciens, employés de banque ou du commerce, contremaîtres ou techniciens, les salariés des entreprises privées votent majoritairement pour la droite. En revanche ceux du public votent beaucoup plus souvent pour la gauche, dans des proportions qui atteignent 69 % chez les professeurs, 64 % chez les instituteurs et plus de 50 % chez les autres salariés, l'écart entre le niveau du vote de gauche du privé et du public atteignant 21 points chez les cadres et les ingénieurs, et 14 points chez les ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise). Déjà présent en 1978, ce clivage pourrait se renforcer à la faveur de la crise économique qui fait apparaître les salariés du public comme des privilégiés, assurés de la sécurité de l'emploi et d'une meilleure retraite que les salariés du privé. Les attaques mêmes dont ils font l'objet et les inquiétudes liées à la mise en œuvre du traité de Maastricht, aux risques de déréglementation et d'atteinte au service public qu'il comporte, vont dans le même sens.

Source : N. Mayer, D. Boy, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale ». *Enquête : anthropologie, histoire, sociologie*, Ed. Parenthèses, 1997.

DOCUMENT 5

5A) Caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des électeurs Royal et Sarkozy au premier tour des présidentielles de 2007

	Vote S. Royal	Vote N. Sarkozy
Ensemble	25,5%	31%
Sexe		
- Homme	25%	29%
- Femme	26%	33%
Age		
- 18-24 ans	31%	22%
- 25-34 ans	24%	28%
- 35-49 ans	26%	26%
- 50-64 ans	26%	32%
- 65 ans et plus	23%	45%
Profession de l'électeur		
- Agriculteur	10%	52%
- Petit commerçant et artisan	17%	52%
- Cadre et profession intellectuelle	25%	34%
- Profession intermédiaire	30%	25%
- Employé	24%	32%
- Ouvrier	25%	26%
- Inactif	29%	29%

Source : Panel électoral français 2007, Cevipof, *Enquête post-électorale présidentielle 2007*.

5B) Électeurs du Front National au premier tour des élections présidentielles (1988-2012, en %)

	1988	1995	2002	2007	2012
Ensemble	15	15	17	11	18
Profession					
Agriculteur	10	10	22	10	21
Patron	19	19	22	10	16
Cadre et profession intellectuelle	14	4	13	7	6
Profession intermédiaire	15	14	11	5	12
Employé	14	18	22	12	23
Ouvrier	17	21	23	16	28,5
Niveau d'étude					
Primaire	15	17	24	13	18,5
Primaire supérieur	17	20	21	13	27
Bac	13	12	15	8	19
Bac+2	10	13	11	3	13
Supérieur	9	4	7	4	7
Religion					
Catholique pratiquant régulier	13	8	12	5	13
Pratiquant irrégulier	13	13	18	10	18,5
Catholique non pratiquant	16	19	20	12	20
Sans religion	10	14	15	12	20
Taille d'agglomération					
- 2000 habitants	12	14	19	11	23
Agglomération parisienne	17	14	11	5	12

Source : *Nouveau manuel de science politique*, sous la direction de A. Cohen, B. Lacroix, P. Riutort, La Découverte, 2015. (à partir de sources Cevipof, TNS Sofres et IFOP)

5C) Propriété d'actifs chez les électeurs de gauche et de droite, en %

	Livret*		Logement		Biens immobiliers de rapport		Valeurs mobilières	
	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>
1988	82	85	56	67	7	16	13	28
1995	80	81	59	64	10	15	26	34
2002	64	65	60	64	9	13	23	35
2007	56	60	65	71	-	-	15	26

* Livret d'épargne pour 1988 et 1995, livret A pour 2002 et 2007.

Clé de lecture : en 1988, 82% des électeurs de gauche et 85% des électeurs de droite détenaient un livret d'épargne.

Source : M. Foucault, R. Nadeau, M.S. Lewis-Beck, « La persistance de l'effet patrimoine lors des élections présidentielles françaises », *Revue Française de Science Politique*, 2011/4, vol. 61.

DOCUMENT 6

La politisation — définie comme attention accordée au fonctionnement du champ politique — dépend fondamentalement du degré auquel les agents sociaux ont le sentiment de se retrouver dans le déroulement des événements politiques, donc de leur trouver un sens (sentiment de la compétence politique). Elle varie par conséquent en fonction de la possibilité de leur donner ce sens et suppose une compétence spécifique s'analysant comme la capacité à opérer une construction proprement politique de l'espace politique (compétence politique) (...). La possession d'une telle maîtrise est liée, en l'occurrence, à un ensemble de conditions sociales dont la durée de la scolarisation est le principal élément.

La politisation ne résulte pourtant pas, en l'absence d'enseignements spécialisés, de l'action rationalisée du système éducatif. L'école intervient indirectement en fournissant les instruments linguistiques et conceptuels nécessaires à l'acquisition d'une compétence politique, en même temps que la disposition à transférer les techniques scolaires d'apprentissage aux problèmes politiques. Sachant que la durée de la scolarisation, l'acculturation politique complémentaire du milieu familial, comme l'aptitude et le goût à mobiliser les savoirs pour dépasser les centres d'intérêts strictement scolaires, augmentent avec la position dans la hiérarchie sociale, la politisation différentielle des classes sociales apparaît comme une conséquence de leur inégalité devant le système d'enseignement (...).

C'est (...) parce qu'elles donnent à leurs adhérents les moyens d'accumuler des savoirs politiques dans le même temps qu'elles atténuent le sentiment de leur propre indignité culturelle et sociale que certaines organisations peuvent favoriser la politisation d'agents incompetents (au double sens). Si cet effet de politisation est propre à toutes les organisations, il est d'autant plus fort qu'elles entretiennent des rapports plus étroits avec le champ politique, qu'elles regroupent des membres de niveau culturel plus bas et qu'elles développent une action pédagogique fonctionnellement équivalente à celle du système scolaire. On s'explique ainsi que la politisation soit plus visible au sein des partis ouvriers ou agrariens ou dans les syndicats ouvriers ou paysans que dans d'autres types d'associations, et qu'elle se manifeste non seulement dans des organisations comme le PCF ou la CGT auxquelles on pense spontanément, mais aussi dans des syndicats comme la CFDT ou FO. Et si la politisation des membres du PCF, de la CGT ou, moins nettement, de la CFDT, apparaît légèrement plus forte que celle des syndicalistes FO, c'est moins du fait des objectifs stratégiques explicites qu'en raison, d'une part du développement de l'infrastructure pédagogique nécessaire à l'élévation du niveau culturel global des adhérents ou, de façon plus limitée, à l'acquisition de certains savoirs politiques et, d'autre part, de l'inculcation d'une idéologie plus systématique susceptible d'organiser ces savoirs épars (...).

Ce n'est qu'en prenant en considération la définition socialement dominante de la politisation que l'on se donne par exemple les moyens théoriques d'analyser le faible intérêt que les agents sociaux accordent à la présentation des événements politiques par les moyens de diffusion de masse, la rareté des thèmes politiques dans leurs conversations et, plus généralement, l'indifférence dont ils font preuve à l'égard des problèmes politiques. Cette exclusion politique se manifeste également en période électorale puisque plusieurs millions de personnes — pour la plupart faiblement politisées — se trouvent alors écartées des urnes. Supposant une capacité minimale à différencier et à juger les forces en présence, les élections tendent à désorienter les agents dépourvus de schèmes de classification et d'évaluation politiques, qui négligent ainsi de s'inscrire sur les listes électorales et s'abstiennent plus fréquemment que les électeurs plus politisés. En provoquant l'exclusion électorale des agents culturellement et/ou socialement dominés, les inégalités de politisation fonctionnent comme un cens caché et aboutissent aux mêmes résultats — de façon certes plus atténuée — que les restrictions du droit de vote et les conditions d'éligibilité posées aux dix-huitième et dix-neuvième siècles pour écarter les femmes et les classes dangereuses. Elles apparaissent dès lors comme le principal facteur tendant présentement à perpétuer le monopole politique des catégories dominantes.

Source : D. Gaxie, *Le cens caché*, 1978.

DOCUMENT 7

La campagne de 1988 est exemplaire de mon propos. On a un candidat dominant et attendu de tous : le président sortant, François Mitterrand, qui se déclare juste un mois avant le 1er tour de scrutin et qui fonde toute sa stratégie électorale sur la légitimité présidentielle. Cela ressort très bien de « La lettre à tous les Français » dans laquelle il explique comment il s'est imposé à Jacques Chirac pendant les deux ans de la cohabitation, ce même Jacques Chirac qui est aujourd'hui son concurrent dans l'élection présidentielle. Il est président, il a été président et il sera président jusqu'au bout pour défendre « La France Unie » de la « Génération Mitterrand » comme le proclament ses affiches. Il fait très peu de meetings et compte sur les médias d'information pour porter son message électorale à la manière du général de Gaulle en 1965. Et c'est bien ce que font les médias qui au vu de l'analyse de TF1 le survisibilisent et le traitent en rapport avec le plus grand nombre d'enjeux de politique publique, comme il sied à un président de la Ve République. L'information valide, en quelque sorte, la stratégie de domination présidentielle en donnant une dimension médiatique à ce qu'il est convenu de nommer la prime au sortant.

Mais outre le président sortant, il y a un autre bénéficiaire de la couverture télévisée de la campagne de 1988 : c'est Jean-Marie Le Pen qui réalise un score inattendu de 14,4%. Il va bénéficier principalement de ce qu'il est convenu d'appeler un amorçage positif par l'information. En effet, l'actualité télévisée met largement en avant des thèmes qui résonnent avec la dominante sécuritaire du discours du FN : la révolte des Kanaks et le massacre d'Ouvéa, les journalistes français en otage au Liban, le vote des étrangers aux élections locales remis à l'agenda électoral par Mitterrand. En d'autres termes, on a dans les médias une forte visibilisation des problèmes de sécurité et d'immigration.

(...) La grande victime médiatique de la campagne de 1988, c'est Raymond Barre. Il est, tout d'abord, le moins visibilisé des trois présidentiables (Mitterrand, Chirac et Barre). De plus, il est principalement cadré par l'information télévisée en termes de « jeu politicien » avec une question lancinante : « Mais qui soutient Barre ? ». Sans qu'un seul mot soit expressément prononcé contre lui, on voit bien comment ce cadrage délégitime sa candidature, par révocation en doute de sa viabilité politique.

(...) On aura recensé à partir de cet exemple les trois modalités par lesquelles se jouent les effets persuasifs de l'information.

En premier lieu, c'est l'accès différentiel aux médias qui dote certains acteurs politiques, candidats ou détenteurs du pouvoir, d'une visibilité qui leur permet de dominer quasi physiquement la scène politique. La visibilité est devenue aujourd'hui une condition de la légitimité notamment à cause de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En second lieu intervient ce que j'appelle le « cadrage discriminant », c'est à dire toute présentation particulière donnée à un objet d'attention en soulignant certaines de ses dimensions au détriment d'autres dimensions. Ainsi insister sur la viabilité politique douteuse de Raymond Barre en 1988 constituait un cadrage de nature à influencer une perception négative de sa candidature. (...)

En troisième lieu, il faut mentionner le pouvoir qu'ont les moyens d'information d'attirer l'attention publique sur certains objets privilégiés de l'environnement. Ce faisant, ils laissent dans l'ombre toute une série d'autres objets et ce pouvoir de mise en lumière est aujourd'hui très puissant compte tenu des tyrannies de la visibilité déjà évoquées. La capacité à orienter l'attention publique est décisive dans l'univers politique car elle dicte les enjeux sur lesquels une collectivité doit prendre des décisions et elle impose dans le même temps les critères qui doivent être manipulés pour choisir les gouvernants.

Source : J. Gerstlé, « Les effets de la disjonction et de la conjonction entre information et communication électorale », in R. Cayrol, J-M. Charon, *Médias, opinions et présidentielles*, Ina éditions, 2012.

DOCUMENT 8

Perception et impact du débat télévisé de mai 2012

	Hollande le meilleur	Sarkozy le meilleur	Aussi bons l'un que l'autre	Pas bons ni l'un ni l'autre	A changé d'intention de vote après le débat
Ensemble des téléspectateurs du débat	38	31	17	14	6
Vote au 1 ^{er} tour de la présidentielle					
- J. -L. Mélenchon	66	7	19	8	4
- F. Hollande	80	3	11	6	4
- F. Bayrou	20	23	34	23	14
- N. Sarkozy	2	72	17	9	3
- M. Le Pen	29	39	17	15	6
- Abstention, blanc, nul	15	18	18	49	4
Intentions de vote au 2 nd tour après le débat					
- F. Hollande	78	1	14	7	6
- N. Sarkozy	3	69	19	9	5
- Abstention, blanc et nul	18	17	25	39	9

Lecture : sur 100 personnes ayant voté J.-L. Mélenchon au 1^{er} tour, 66% ont trouvé que F. Hollande était le meilleur pendant le débat.

Source : Enquête médiapolis du Cevipof 2012, in T. Vedel, « L'enquête électorale française : comprendre 2017 », Cevipof, 2017.

Depuis les enquêtes pionnières de l'école de Columbia, résumées par la formule lapidaire de Lazarsfeld, « Les gens pensent politiquement comme ils sont socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques », d'innombrables travaux de sociologie électorale ont mis en lumière l'effet décisif de la situation socioprofessionnelle sur le vote (...).

Ce modèle explicatif « sociologique » est remis en cause dès la fin des années 1970 (...). La tertiarisation de l'économie, la montée des cols blancs et la « moyennisation » de la société viendraient brouiller les frontières de classe. La hausse du niveau d'études et la montée des valeurs hédonistes et permissives du « post-matérialisme » théorisé par Ronald Inglehart rendraient les citoyens plus autonomes et critiques. Elles favoriseraient l'émergence d'une nouvelle gauche (écologistes, alternatifs), défendant des enjeux non pris en charge par les partis traditionnels. Ces transformations éroderaient les clivages anciens, et rendraient les électeurs plus sensibles à la conjoncture et aux paramètres de l'offre électorale. Lors des élections législatives françaises de 1988, Alain Lancelot et Philippe Habert en tracent le portrait suivant : « Moins contraint par le jeu des pesanteurs partisans et idéologiques, rendu à son libre arbitre par la disparition progressive de structures d'encadrement traditionnelles, accédant aux logiques de l'individualisme électoral par le recours aux normes personnelles, le nouvel électeur affirme une autonomie croissante dans la prise de décision électorale et module ses choix à partir d'une adaptation stratégique aux variations de l'offre électorale ». Au « vote de clivage », façonné par les variables lourdes, se substituerait progressivement le « vote sur enjeux », au coup par coup. Et la crise économique qui frappe l'Europe à partir du milieu des années 1970 renforcerait le phénomène, en favorisant des processus de désaffiliation et d'exclusion sociale et l'apparition de nouveaux partis à l'extrême droite (...).

Les clivages de classe n'ont pas disparu, ils se sont transformés (...).

Le niveau global de diplôme s'est élevé. Trente pour cent des jeunes avaient au moins le bac à la sortie du système scolaire en 1978, aujourd'hui ils sont deux sur trois. Les ouvriers, qui représentaient près de 40% des actifs aux recensements de 1962 et 1975, ne pèsent plus qu'un gros quart en 1998. Ils sont aujourd'hui dépassés par les employés (30%). (...) Quant aux cadres et professions intellectuelles, ils ont vu leurs effectifs multipliés par quatre, et les professions intermédiaires par deux. Ensemble, les salariés moyens ou supérieurs forment aujourd'hui un tiers des actifs. Un chômage de masse enfin s'est installé à partir de 1974, variant entre 8% et 12% au long de la période étudiée, contre moins de 2% dans les années 1960, et touchant en priorité les employés et les ouvriers (...).

Parallèlement, le paysage politique s'est profondément transformé et fragmenté (...).

L'opposition principale ne passe plus entre ouvriers et non-ouvriers mais entre travailleurs indépendants et salariés, la résistance de la gauche chez les salariés moyens et supérieurs venant compenser son recul chez les ouvriers. Sur le long terme, réalignements et désalignements de classe se compensent (...). Il n'y a pas un modèle unique et invariant du « vote de classe », qui serait celui des ouvriers votant pour la gauche, et l'orientation à gauche de plus en plus marquée des salariés non ouvriers et notamment ceux du secteur public rentre aussi dans la catégorie des « réalignements » de classe (...). Le statut professionnel tel que nous l'avons défini, en distinguant les travailleurs indépendants des salariés du secteur privé et du secteur public, exerce toujours sur les choix électoraux des Français une influence déterminante. La probabilité de voter pour la gauche ou pour la droite dépend encore très largement du rapport des individus aux moyens de production et d'échange. Seul le vote pour le FN semble faire exception.

Source : N. Mayer, « Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français », *Lien social et Politiques*, n°49, Printemps 2003.

DOCUMENT 10

Dans la mesure où le degré de polarisation partisane sur un enjeu est fort, c'est-à-dire lorsque cet enjeu suscite des positions politiques des électeurs qui se superposent aux clivages partisans, l'enjeu n'a guère de conséquences observables. Dans ce cas, il se fonde dans l'alignement partisan et s'il devient plus saillant, il renforce la polarisation partisane. Mais tel n'est pas toujours le cas (...). [En effet], les enjeux transversaux peuvent bousculer cette situation lorsqu'ils deviennent saillants ou, si l'on veut lorsque la relative indifférence permettant le flou et la délégation aux partis devient plus improbable. L'intervention de ce qui est perçu comme un nouvel enjeu en fait souvent un enjeu auparavant secondaire, fait alors apparaître les clivages latents au sein des clivages partisans de l'électorat. Telle la déségrégation sociale aux Etats-Unis dans les années soixante. En effet les électors des Partis républicain et démocrate n'étaient pas homogènes quant aux positions politiques sur cet enjeu. Cela était notamment vrai pour le Parti démocrate rassemblant traditionnellement la majorité des suffrages de l'électorat blanc du Sud et la majorité des voix de la population noire. Autant dire que les électeurs démocrates ne concevaient pas de la même façon la déségrégation raciale. Or les années soixante voyant cet enjeu passer au premier plan d'une part, l'administration démocrate oeuvrant en faveur de la déségrégation d'autre part, l'électorat démocrate était tout particulièrement menacé d'éclatement, l'électorat blanc du Sud tenté par le vote en faveur du républicain conservateur Goldwater en 1964, par la tiers candidature Wallace en 1968. Ainsi l'activation d'un enjeu suscitant des attitudes traversant les clivages partisans est susceptible de se traduire de diverses manières : défection provisoire si l'enjeu est ponctuellement saillant, réalignement partisan ou désalignement partisan si l'enjeu se révèle longtemps saillant (...).

Depuis l'ouvrage classique d'A. Downs *An economic theory of democracy*, l'hypothèse préalable de toutes les études du vote sur les enjeux est que celui-ci est conditionné par la différenciation de l'offre politique (...). C'est ainsi, par exemple, qu'on pourrait relier l'absence d'effets sur le vote de la guerre du Vietnam en 1968 au moment où cet enjeu est pourtant le plus saillant (...) à l'absence de différenciation des positions des candidats Humphrey et Nixon du point de vue des perceptions des électeurs et à la faible place accordée à la question dans leur campagne électorale (...).

Les enjeux n'opèrent pas dans une situation de table rase mais à l'intérieur d'un système de dispositions héritées et acquises structurant leur évaluation. Aussi la probabilité est-elle plus forte d'une évaluation cohérente avec l'affiliation partisane. Cela signifie que la défection ne touche jamais qu'une minorité des électeurs.

Source : A. Garrigou, « Conjoncture politique et vote », in D. Gaxie, *L'explication électorale*, 1989.

INFORMATION AUX CANDIDATS

Vous trouverez ci-après les codes nécessaires vous permettant de compléter les rubriques figurant en en-tête de votre copie.

Ces codes doivent être reportés sur chacune des copies que vous remettrez.

► **Concours interne de l'Agrégation de l'enseignement public :**

Concours	Section/option	Epreuve	Matière
EAI	1100A	102	0791

► **Concours interne du CAER / Agrégation de l'enseignement privé :**

Concours	Section/option	Epreuve	Matière
EAH	1100A	102	0791